

News Release

Contact: Evelyne Lekime
Press & Communications
Tel. + 32 2 600 60 12
Email: elekime@deloitte.com

Le 10^{ème} Baromètre PME Deloitte Fiduciaire le prouve:

En 10 ans, la valeur de la PME moyenne ne s'est que très légèrement améliorée

*La fracture entre les PME financièrement solides et celles financièrement faibles s'accroît
La hausse des charges salariales pèse lourd sur le rendement des PME*

Bruxelles, le 16 octobre 2014 – Deloitte Fiduciaire, leader du marché en matière de comptabilité ainsi qu'en conseils juridico-fiscaux et financiers aux entreprises familiales et aux PME, publie aujourd'hui les résultats remarquables de son Baromètre PME 2014. Cette étude, qui fête cette année sa 10ème édition, brosse un tableau historique de la performance financière des PME belges au cours de ces 10 dernières années (de 2004 à 2013). En outre, elle établit un aperçu de la pression fiscale exercée sur ces entreprises.

Quelques conclusions majeures:

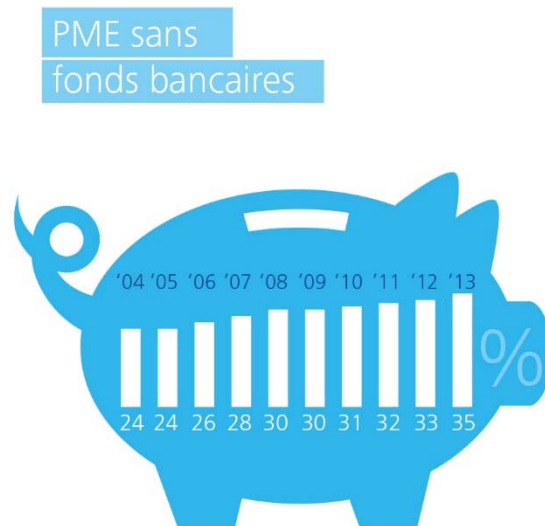
- **Net renforcement des fonds propres ces 10 dernières années;** forte réduction des fonds bancaires.
- **La fracture entre les PME financièrement solides et celles financièrement faibles s'accroît;** plus d'1 PME sur 4 sont confrontées à une capacité de remboursement insuffisante; les PME solides ne font que se renforcer.
- **La hausse des coûts du personnel induit une pression sur le rendement des PME;** le rendement de la PME moyenne diminue de 30%.
- **En 10 ans, la PME moyenne ne génère qu'une hausse de valeur très faible.**
- **La PME est celle qui contribue le plus aux pouvoirs publics par le biais de son emploi;** une PME moyenne paie plus de 5 EUR de charges fiscales et parafiscales par tranche de 100 EUR de chiffre d'affaires.

Pour cette 10e édition, Deloitte Fiduciaire a examiné les données financières de plus de 560 entreprises sur une période de 10 ans. En outre, l'étude se base non seulement sur les données "publiques", mais également sur les données "non publiques" telles que le chiffre d'affaires, les prêts d'actionnaires et le relevé détaillé des charges fiscales et parafiscales.

Net renforcement des fonds propres au cours de ces 10 dernières années

Pour le financement de son exploitation, de sa croissance et de ses investissements, la PME belge moyenne a tout d'abord recours à ses fonds propres. En effet, le capital, les bénéfices réservés et les quasi-fonds propres constituent 56% de l'avoir total dont dispose la PME moyenne. Nous entendons par quasi-fonds propres les comptes courants et les avances d'actionnaires, de gérants et d'administrateurs qui doivent également être considérés comme capital à risque. À l'heure actuelle, un quart des PME familiales se financent elles-mêmes avec 78% de fonds propres, voire plus.

En revanche, nous constatons une nette réduction des fonds bancaires. Alors qu'à fin 2004, par 100 EUR de capital disponible, en moyenne 13,2 EUR provenaient des banques, ce montant est tombé à 8 EUR à la fin de 2013. Didier Bouckaert, Partner de Deloitte Fiduciaire, donne un mot d'explication: *"En outre, le nombre de PME n'ayant pas fait appel à des emprunts ou financements au cours de ces 10 dernières années a systématiquement augmenté, pour passer de 24% à fin 2004 à 35% à fin 2013."*



La fracture entre les PME financièrement solides et celles financièrement faibles s'accroît

Sur les 65% d'entreprises qui se financent encore partiellement avec des fonds bancaires, un nombre croissant d'entre elles est cependant confronté à de graves problèmes de remboursement. À la fin de l'année 2013, un nombre record de PME (26%) a été confronté à une capacité de remboursement négative. Concrètement, cela signifie que le flux de trésorerie net généré est insuffisant pour s'acquitter des obligations financières (remboursement des dettes et charges d'intérêt).

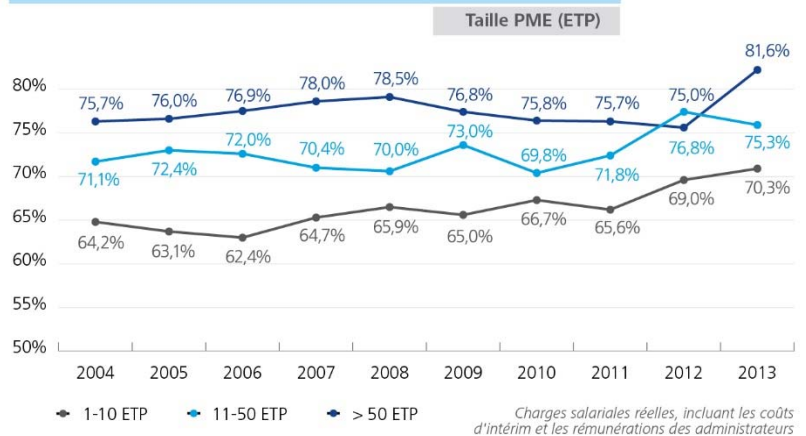
Ainsi, la fracture entre les entreprises financièrement solides, qui sont totalement indépendantes des fonds bancaires, et les entreprises financièrement faibles, qui éprouvent des difficultés à s'acquitter de leurs obligations de remboursement vis-à-vis des banques, s'est considérablement accrue au cours de ces dernières années.

La hausse des coûts du personnel induit une pression sur le rendement des PME

Les entreprises qui emploient du personnel consacrent en moyenne 73,8% de la valeur ajoutée aux coûts du personnel. Deloitte Fiduciaire interprète les coûts du personnel au sens large du terme, en y incluant non seulement les charges salariales, mais également les coûts d'intérim et les rémunérations des administrateurs. Concrètement, ce chiffre implique une augmentation de pas moins de 5,6% sur une période de 10 ans.

Dans le cas des grandes entreprises, c'est-à-dire celles qui dénombrent plus de 50 ETP, les coûts du personnel globaux ont même atteint 81,6% de la valeur ajoutée à fin 2013. Dans les plus petites PME dont l'effectif est de moins de 10 personnes, les coûts du personnel globaux ont également augmenté de manière drastique au cours de ces 10 dernières années. À la fin de l'année 2013, l'entreprise moyenne a investi pour la première fois plus de 70% de la valeur ajoutée dans des coûts du personnel.

Charges salariales / Valeur ajoutée (Q2)



Le rendement de la PME moyenne a reculé de plus de 30%

Tandis qu'à fin 2006, la moitié des entreprises enregistraient un rendement opérationnel (c'est-à-dire EBITDA sur chiffre d'affaires) de 10% ou mieux, ce chiffre a chuté à 8,2% à la fin de 2013. Un quart des entreprises affiche même un rendement opérationnel de moins de 2,8%.

Dans la même période, le rendement financier net d'une valeur record de 10,2% est tombé à peine à 6,4% pour l'entreprise médiane. Même pour les entreprises les plus performantes, on a assisté au cours de ces 7 dernières années à un repli du rendement financier net de 21,3% à 15,9%.

Le "retour sur capital investi" traduit la rentabilité pour les actionnaires et autres pourvoyeurs de fonds (c'est-à-dire, des banques et sociétés de leasing). Ici également, les sommets historiques de 9% atteints en 2006 ont cédé la place à des planchers historiques d'à peine 5,9% pour la PME moyenne.

La PME moyenne ne génère qu'une évolution de très faible valeur

Alors qu'en 2006 et 2007, on assistait encore à des chiffres de croissance notables, la valeur de marché de la PME moyenne a fortement baissé depuis 2010. L'étude de Deloitte Fiduciaire montre que sur une période de 10 ans, la PME familiale moyenne a créé à peine 2% de valeur supplémentaire. Didier Bouckaert précise: "Une entreprise avec une valeur de marché de 100 EUR à la fin 2004 affichait fin 2013 une valeur de marché de 102 EUR en moyenne. Cela paraît très peu, mais on constate tout de même une amélioration notable par rapport à 2012. À l'époque, la PME moyenne était encore confrontée à une perte de valeur de 5%."

La PME est celle qui contribue le plus aux pouvoirs publics par le biais de son emploi

L'analyse de l'empreinte fiscale reprend toutes les charges fiscales et parafiscales et permet de calculer combien une entreprise verse à l'État. Une petite PME, à l'effectif inférieur à 10 personnes, paie en moyenne 5,5 EUR d'impôts et cotisations ONSS par tranche de 100 EUR de chiffre d'affaires. Ce montant passe à 6,5 EUR pour les entreprises dont l'effectif dénombre plus de 50 travailleurs.

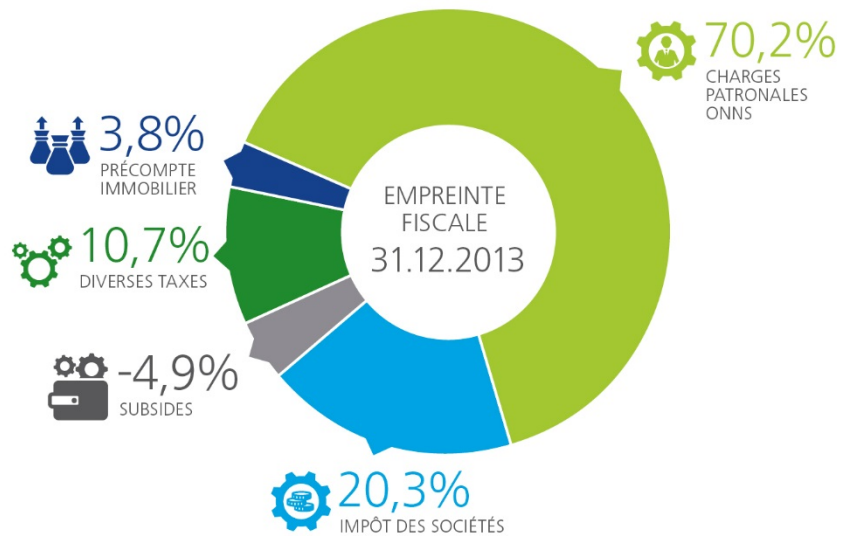
Le poids écrasant des charges patronales ONSS dans l'impact fiscal, soit 70,2% pour la société d'exploitation moyenne, saute aux yeux. Cette composante n'a fait qu'amplifier au cours des 4 dernières années, notamment en raison des charges salariales sans cesse croissantes en Belgique. Henk Hemelaere le souligne: *"L'analyse de l'impact fiscal montre clairement que la création d'emplois supplémentaires dans une PME est cruciale pour le financement des pouvoirs publics."*

Vient ensuite l'impôt sur les sociétés, qui représente 20,3%. Au cours de ces dernières années, le poids de l'impôt des sociétés dans l'impact fiscal total a toutefois systématiquement reculé, notamment en raison de la pression énorme dont font l'objet les résultats d'entreprise en raison de la conjoncture actuelle.

"Les PME les plus solides se sont renforcées sur tous les fronts au cours de ces 10 dernières années alors que le rendement de la PME moyenne a régressé et stagné en valeur. La structure financière solide est la bouée de sauvetage de la plupart des entreprises familiales belges. Leur plus grande mission consiste à garder sous contrôle les charges salariales, tout en réalisant une croissance grâce à l'innovation. Ce n'est que de cette manière que davantage de PME familiales pourront à nouveau créer de la valeur", conclut Didier Bouckaert, Partner chez Deloitte Fiduciaire.

Composition de l'empreinte fiscale (sociétés d'exploitation*)

*hors secteur du transport





À propos de Deloitte Fiduciaire

Deloitte Fiduciaire fait partie de Deloitte Belgique. Deloitte Fiduciaire est le leader du marché belge des services aux PME et aux entreprises familiales, et propose un éventail complet de services de comptabilité et de conseils multidisciplinaires. Fort de plus de 75 ans d'expérience en comptabilité et conseil juridico-fiscal, Deloitte Fiduciaire dessert plus de 5.000 PME belges. La société s'appuie sur un solide réseau régional : plus de 10 bureaux en Belgique, et plus de 470 comptables multidisciplinaires, conseillers fiscaux et juridiques et experts en F&A, rapports de gestion ou technologies de l'information. Deloitte Fiduciaire connaît parfaitement les PME, une connaissance qui va bien au-delà des services comptables traditionnels. Parallèlement aux services de comptabilité et de conseil juridico-fiscal, l'équipe de Deloitte Fiduciaire propose un accompagnement opérationnel et informatique, ainsi que des recommandations en matière de finance et de F&A.

Parmi les PME clientes de Deloitte Fiduciaire figurent des start-ups, des spin-offs d'universités et de centres de recherche, des sociétés innovantes et en croissance, des sociétés de management et immobilières, ainsi que des entreprises familiales bien implantées dans tout le pays, générant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.

À propos de Deloitte

Deloitte, cabinet d'audit et de conseil de premier plan en Belgique, offre des services à haute valeur ajoutée en matière d'audit, d'expertise comptable, de conseil fiscal, de financial advisory services et de consultance. Plus de 2.800 collaborateurs répartis dans 11 bureaux conseillent des entreprises nationales et internationales, des PME ainsi que des institutions publiques et des ASBL. Le chiffre d'affaires pour l'exercice fiscal 2014 s'élève à 370 millions d'euros.

Le cabinet belge fait partie du groupe international Deloitte Touche Tohmatsu Limited, l'un des leaders mondiaux des services professionnels, regroupant plusieurs sociétés membres indépendantes. Nous concentrons nos efforts sur notre service à la clientèle à travers une stratégie mondiale menée au niveau local dans plus de 150 pays. Fortes d'un capital intellectuel composé de plus de 200.000 personnes dans le monde, nos sociétés membres fournissent des services dans les principaux domaines professionnels couvrant l'audit, la fiscalité, la consultance et le conseil financier. Leurs services, renommés pour leur excellence, ont déjà conquis les décideurs de la plupart des grandes enseignes internationales et nationales, publiques comme privées, et d'organisations prospères en plein essor opérant à l'échelle mondiale. Le groupe Deloitte Touche Tohmatsu Limited a réalisé un chiffre d'affaires de 34.2 milliards de dollars pour l'année fiscale 2014.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter <http://www.deloitte.com/about>.